

L'architecte du blairisme tire le bilan des travaillistes britanniques après treize années au pouvoir

Au-delà du New Labour

L'ère de l'hégémonie du New Labour est révolue. Quel bilan en tirer? Beaucoup ont tendance à décrier son action pendant les treize années où il a été aux affaires. Pour les critiques les plus déterminés, le Labour au pouvoir a généré plus qu'une déception, un vrai désastre: il a grignoté les libertés civiles, trahi les idéaux de gauche, n'a en rien réduit les inégalités et, le pire de tout, s'est lancé dans une guerre calamiteuse en Irak. Alors que le New Labour avait promis une «*aube nouvelle*», beaucoup se sont sentis floués.

J'admets certaines de ces critiques. Mais il est nécessaire de dresser un bilan équilibré si l'on souhaite que ce parti se fixe une orientation efficace pour l'avenir. Le Labour a d'abord réussi à rester au pouvoir plus longtemps que tout autre parti de gauche dans la période récente, qu'il s'agisse de Bill Clinton aux Etats-Unis, Lionel Jospin en France ou Gerhard Schröder en Allemagne. Les changements idéologiques qui ont motivé l'adoption du terme «*New Labour*» expliquent en grande partie ce succès électoral.

Dès le départ, les architectes du New Labour ont procédé à un diagnostic convaincant des raisons pour lesquelles la politique de centre gauche avait besoin d'innovation et ils ont, sur cette base, défini un agenda politique clair. Ce diagnostic établissait les points suivants: les valeurs de la gauche – solidarité, réduction des inégalités et protection des plus vulnérables, croyance dans le rôle actif du gouvernement – demeuraient intactes; mais les politiques conçues pour atteindre ces objectifs devaient être redéfinies en raison des changements que connaissait le monde.

Ces changements étaient provoqués entre autres par l'accélération de la mondialisation, par le développement d'une économie postindustrielle ou de services et, à l'ère de l'information, par l'émergence d'une opinion publique plus combative et moins déférente qu'autrefois à l'égard des représentants de l'autorité.

La plupart des propositions du Labour ont procédé de cette analyse. L'époque de la gestion keynésienne de la demande était révolue. Une nouvelle relation entre l'Etat et les entreprises devait être établie, reconnaissant leur rôle vital dans la création de la richesse et admettant les limites du pouvoir étatique. L'expansion de l'économie de services a entraîné une forte diminution de la classe ouvrière, bastion historique des travaillistes. C'est pourquoi, pour gagner les élections, un parti de centre gauche



Anthony Giddens

Sociologue

Agé de 72 ans, professeur de sociologie à l'université de Cambridge, ancien directeur de la London School of Economics (1997-2003), Anthony Giddens a été le concepteur de la «*troisième voie*», socle de la refondation du Parti travailliste par Tony Blair, dont il fut l'un des principaux conseillers. Anobli en 2004, il siège à la Chambre des lords.

devait s'adresser à une catégorie beaucoup plus large d'électeurs, y compris parmi ceux qui n'avaient jamais voté travailliste jusque-là. Le Labour ne pouvait plus se contenter de ne représenter que des intérêts de classe particuliers.

La politique du Labour a évolué au cours de ses années au gouvernement. Certaines idées fondamentales, pourtant, sont restées les mêmes. La prospérité économique, dans un marché mondialisé, devait prendre la première place comme condition préalable à une politique sociale efficace. Une économie de plus en plus prospère générerait des ressources permettant de financer l'investissement public tout en évitant d'avoir à instaurer de nouveaux impôts. Le Labour chercha à rompre avec sa vieille tendance à «*taxer pour dépenser*». Le Labour ne serait pas le parti du «*plus d'Etat*», mais le parti de l'Etat intelligent.

Une autre caractéristique importante de la politique du New Labour fut son refus de laisser la droite s'approprier certains problèmes, et de leur apporter des solutions de centre gauche. Attaquée par certains au motif qu'elle mettait en danger les libertés civiles, cette stratégie fut un élément essentiel de la longévité du Labour au pouvoir. Au lieu d'affronter les questions liées à la criminalité, au désordre social, à l'immigration et à l'identité culturelle, la gauche les avait en fait esquivées, notamment en plaidant qu'une fois les inégalités réduites la délinquance diminuerait.

Sans nier le lien, le Labour adopta une autre attitude. Tony Blair s'engagea à se montrer «*dur envers la criminalité et dur envers les causes de la criminalité*»: ce n'était pas un simple slogan, mais un principe d'action qui fut mis en œuvre. La même logique explique l'importance accordée par le Labour à la mise en œuvre d'une politique étrangère activiste. En raison de la mondialisation, l'interventionnisme devient une doctrine nécessaire lorsque la souveraineté nationale a perdu une grande

partie de son sens et que les préoccupations humanitaires universelles l'emportent sur les intérêts locaux.

Dans quelle mesure ces stratégies et politiques ont-elles porté leurs fruits? S'il est évident que le bilan travailliste est imparfait, il est pourtant difficile de nier que le Labour a eu un impact plus fort que n'importe quel autre gouvernement de centre gauche. Le Royaume-Uni a connu dix années d'une croissance ininterrompue qu'on ne peut écarter d'un revers de manche en affirmant qu'elle n'était due qu'aux bulles de l'immobilier et du crédit.

«*Tony Blair et Gordon Brown auraient dû affirmer clairement que reconnaître les vertus du marché ne veut pas dire se prosterner devant lui*»

Cette croissance est intervenue alors qu'était instauré un salaire minimum national. Des investissements de grande ampleur ont été réalisés dans les services publics et des réformes importantes conduites dans les domaines de l'éducation et de la santé. L'inégalité entre salaires et revenus a été contenue, même si elle n'a pas été réduite de manière significative. La condition des plus pauvres s'est améliorée. La dévolution de pouvoir à l'Ecosse et au Pays de Galles a été pour l'essentiel une réussite, et une paix durable semble avoir été établie en Irlande du Nord. Les chiffres de la criminalité ont baissé, et la Grande-Bretagne a réussi de manière plus féconde que les autres pays européens à s'adapter à une diversité culturelle croissante.

Venant d'un parti si souvent considéré comme antilibéral et autoritaire, ce sont là des réalisations appréciables dans la direction opposée. Le Labour a souscrit au chapi-

tre social de l'UE ainsi qu'à la Convention européenne des droits de l'homme, adopté une loi sur la liberté d'information et instauré un pacs pour les couples homosexuels. La Grande-Bretagne est devenue une société plus libérale et plus tolérante qu'avant. Les interventions militaires en Bosnie, au Kosovo et en Sierra Leone ont été considérées comme des succès. Si seulement Tony Blair s'en était tenu là! Rien n'a entaché plus sa réputation que sa calamiteuse décision de devenir le principal partenaire de George Bush dans l'invasion de l'Irak.

D'autres erreurs graves ont été commises. Les expérimentations dans le domaine de l'image et de la gestion des médias au cours des premières années du gouvernement travailliste ont eu l'effet inverse de celui escompté et ont donné l'impression que le New Labour était plus préoccupé de communication que de politique. Tony Blair a échoué à mieux intégrer la Grande-Bretagne dans l'UE.

Je n'accepte pas l'idée simpliste qui voudrait que le blairisme soit la simple prolongation du thatcherisme. La politique travailliste s'est traduite par une large intervention gouvernementale dans la vie économique. Et elle entendait améliorer la justice sociale – une notion étrangère à M^{me} Thatcher. Pourtant Tony Blair et Gordon Brown auraient dû affirmer plus clairement que reconnaître les vertus du marché ne veut pas dire se prosterner devant lui. Le fanatisme du marché aurait dû être plus critiqué et ses limites dénoncées.

La crise financière mondiale semble avoir signé la fin du monde qui avait contribué à façonner le New Labour. Tout s'est brusquement inversé: le keynésianisme et l'intervention gouvernementale dans l'économie sont de retour. Plus personne ne nie la nécessité de trouver un moyen de réguler les marchés financiers. Une taxe sur les transactions financières mondiales, jusqu'ici jugée irréaliste, est de nouveau sur la table. Il est, somme toute, possible d'augmenter le taux d'imposition des plus riches. Le changement climatique et d'autres menaces environnementales, dont le Labour ne s'est préoccupé que tardivement, sont aujourd'hui au cœur des préoccupations politiques de tous.

Le New Labour en tant que tel est mort, et il est temps d'abandonner le terme lui-même. Pourtant, le Labour devra continuer à séduire des électeurs traditionnels et aisés, au sein d'une culture politique changeante dans laquelle les médias électroniques joueront un rôle de plus en plus important. Même s'il apparaît sensé de vouloir réduire la domination du secteur financier dans l'économie et encourager une renaissance de l'industrie manufacturière, le Royaume-Uni restera une économie postindustrielle, dominée par les activités fondées sur les services et la connaissance.

La réforme des prestations sociales constituera un problème toujours aussi épineux, surtout lorsque l'efficacité des dépenses sera devenue une priorité. Mener une politique progressiste sur l'immigration et le multiculturalisme sans se couper de l'électorat demeurera une question délicate, tout comme celle de trouver une façon d'apaiser les peurs de la population à l'égard de la criminalité. Keynes est redevenu à la mode, mais il ne peut y avoir de retour à une gestion keynésienne de la demande. Le défi auquel nous devons répondre sera de préserver et d'améliorer la flexibilité et la créativité qu'engendrent les marchés tout en orientant ces qualités vers des objectifs à long terme socialement souhaitables.

Une révision fondamentale de la pensée est nécessaire. Le principal problème du Labour dans l'opposition sera de contenir les querelles intestines qui affectent tant de partis, surtout à gauche, au lendemain d'une défaite politique. La reconstruction idéologique pourrait jouer là un rôle décisif. Son point de départ pourrait être la redéfinition du rôle de la sphère publique et la construction d'une forme responsable de capitalisme, associée à une approche subtile des problèmes de durabilité. ■

Traduit de l'anglais par Gilles Berton
© Lord Giddens

Le voile par Simanca

